

Considérant que cette vente sera entourée de conditions particulières qui auront comme conséquence d'assurer la garantie d'un accueil de qualité aux ressortissants de l'Institut et de garantir l'emploi du personnel;

Considérant que le Ministre de la Défense a demandé au conseil d'administration dudit Institut de prendre une délibération en ce sens; que le Conseil a, à deux reprises, refusé de se prononcer sur la demande du Ministre nonobstant la demande instante de ce dernier relayée par le Commissaire du Gouvernement auprès de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Considérant qu'en application de l'article 23 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, il s'avère nécessaire de prendre la décision en question en lieu et place du conseil d'administration;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 mai 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 décembre 2002;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté concerne le financement de mesures qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2003, il s'indique dès lors que le présent arrêté soit adopté au plus tôt;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, procédera à la vente des homes de l'Institut situés sur le territoire des communes de Dilbeek, Seny et Uccle.

Cette vente sera assortie de deux conditions particulières :

1. garantir l'accueil privilégié, aux conditions actuelles, des ressortissants de l'Institut;
2. garantir le maintien de l'emploi pour le personnel paramédical, infirmier et technique pendant minimum un an.

Art. 2. Une copie du présent arrêté est immédiatement transmise à la Chambre des représentants.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Art. 4. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Overwegende dat deze verkoop bijzondere voorwaarden inhoudt die garanties zullen opleveren voor een kwaliteitsopvang voor de rechthebbenden van het Instituut en de tewerkstelling van het personeel;

Overwegende dat de Minister van Landsverdediging de raad van beheer van voornoemd Instituut verzocht heeft een beslissing in die zin te nemen; dat de Raad tot tweemaal toe geweigerd heeft zich uit te spreken over de vraag van de Minister niettegenstaande de dringende vraag van deze laatste overgemaakt door de Regeringscommissaris bij het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;

Overwegende dat het in toepassing van artikel 23 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut nodig blijkt de beslissing in kwestie rechtens de raad van beheer te nemen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 mei 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 6 december 2002;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat het huidig ontwerp de financiering van maatregelen betreft die uitwerking hebben vanaf 1 januari 2003, is het daarom aangewezen dat het huidig besluit zo snel mogelijk zou aangenomen worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers zal overgaan tot de verkoop van de homes van het Instituut gelegen op het grondgebied van de gemeenten Dilbeek, Seny en Ukkel.

Aan deze verkoop zijn twee bijzondere voorwaarden verbonden :

1. de bevoorrechte opvang garanderen van de rechthebbenden van het Instituut onder de huidige voorwaarden;
2. de tewerkstelling garanderen van het paramedisch, verplegend en technisch personeel gedurende ten minste één jaar.

Art. 2. Een kopie van het huidig besluit wordt onmiddellijk overgemaakt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Art. 3. Het huidig besluit treedt onmiddellijk in voege.

Art. 4. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2003 — 925

[C — 2003/07067]

23 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal fixant les modalités selon lesquelles l'Etat assure la gratuité des soins de santé, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, à différentes catégories d'anciens combattants et de victimes de guerre

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1^{er} juillet 1969, fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat;

Vu la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu la loi du 7 juin 1989 instaurant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre, notamment l'article 25, 2°;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2003 — 925

[C — 2003/07067]

23 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze geneeskundige verzorging van verscheidene categorieën oud-strijders en oorlogsslachtoffers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van oorlogsinvaliden en oorlogswaarden op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat;

Gelet op de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op de wet van 7 juni 1989 houdende instelling van nieuwe maatregelen ten behoeve van de oorlogsslachtoffers, inzonderheid op artikel 25, 2°;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1982 pris en exécution de la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1986 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat intervient dans le coût des soins de santé aux invalides de guerre et assimilés, aux orphelins de guerre et aux prisonniers de guerre ayant subi une captivité de six à douze mois, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'avis du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, donné le 12 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que tout délai supplémentaire dans l'application des mesures proposées priverait inégalement un nombre important de nouveaux bénéficiaires de l'intervention de l'I.N.I.G. dans le coût des soins médicaux, pharmaceutiques et de prothèses, en raison du taux de mortalité considérable qui affecte leur tranche d'âge et où le recours aux soins médicaux est le plus inévitable et correspond à une nécessité pressante;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense et de Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

a) "l'Institut national" : l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

b) "les intéressés" :

1° les ressortissants de l'Institut national, qui ne sont pas titulaires d'une pension d'invalidité et assimilés, pour autant qu'ils comptent une période de reconnaissance d'au moins un an dans un des statuts de reconnaissance nationale ou qui bénéficient d'une ou plusieurs rentes de guerre accordées au total sur la base de 3 semestres au moins;

2° les enfants de prisonniers politiques qui ont obtenu la qualité d'ayant droit de bénéficiaire du statut de prisonnier politique en application des lois coordonnées sur le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit;

c) "la nomenclature" : la nomenclature de l'ensemble des interventions prévues par le régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité en matière de soins médicaux, paramédicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et d'appareils d'orthopédie et de prothèse.

Art. 2. Les soins médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques, l'hospitalisation ainsi que les appareils d'orthopédie et de prothèse sont fournis aux intéressés selon les limites, les modalités et les tarifs définis ci-après.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 4 ci-après, l'Institut national assure la gratuité des soins aux intéressés selon les tarifs de la nomenclature.

Art. 4. Avant de demander à l'Institut national le remboursement des prestations de santé prévues à la nomenclature, les intéressés doivent s'adresser à l'organisme qui les assure contre la maladie et l'invalidité.

A l'exception des indemnités résultant d'une assurance individuelle, toutes les interventions octroyées par un organisme quelconque, visé ou non à l'alinéa précédent et destinées à indemniser les intéressés pour les soins tombant sous l'application du présent arrêté doivent être déduites des prestations allouées en exécution du présent arrêté.

Art. 5. L'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant les modalités selon lesquelles l'Etat assure la gratuité des soins de santé, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, aux anciens combattants et victimes de guerre qui comptent une période de reconnaissance d'au moins un an dans un des statuts de reconnaissance nationale est abrogé.

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1982 houdende uitvoering van de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers tussenkomen in de kosten der geneeskundige verzorging der oorlogsinvaliden en gelijkgestelden, van de oorlogswezen en krijgsgevangenen die een gevangenschap van zes tot twaalf maanden ondergaan hebben;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, gegeven op 12 december 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de gemotiveerde dringendheid daar elke bijkomende termijn in de toepassing van de voorgestelde maatregelen op onrechtvaardige wijze een belangrijk aantal nieuwe begunstigden op de tegemoetkoming door het N.I.O.O. in de kosten voor geneeskundige, farmaceutische verzorging en prothesen zal benadelen, omwille van het aanzienlijk sterftepercentage dat hun leeftijdsgroep treft en waarbij het beroep doen op medische verzorging het meest onvermijdelijk is en overeenstemt met een dringende noodzaak;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

a) "het Nationaal Instituut" : het Nationaal Instituut voor Oorlogsinvaliden, Oud-strijders en Oorlogsslachtoffers;

b) "de betrokkenen" :

1° de gerechtigden van het Nationaal Instituut, die geen titularis zijn van een invaliditeitspensioen en gelijkgestelden voorzover zij een erkenningsperiode tellen van ten minste één jaar in één van de statuten van nationale erkentelijkheid of die genieten van één of meerdere oorlogsrenten toegekend in totaliteit op basis van ten minste 3 semesters;

2° de kinderen van de politieke gevangenen die de hoedanigheid van rechthebbende van begunstigde van het statuut van politieke gevangene verkregen in toepassing van de gecoördineerde wetten op het statuut van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden;

c) "de nomenclatuur" : de nomenclatuur van het geheel der tussenkomen voorzien door het stelsel der verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit inzake geneeskundige, paramedische, farmaceutische verzorging, hospitalisering en orthopedische en protheseapparaten.

Art. 2. De geneeskundige, paramedische en farmaceutische verzorging, de ziekenhuisverpleging alsook de orthopedische en prothesetoestellingen worden aan de betrokkenen verstrekt volgens de grenzen, de modaliteiten en de tarieven hierna bepaald.

Art. 3. Onverminderd de in hiernavolgend artikel 4 voorziene bepalingen voorziet het Nationaal Instituut in de kosteloze verzorging van de betrokkenen overeenkomstig de tarieven van de nomenclatuur.

Art. 4. Alvorens aan het Nationaal Instituut de terugbetaling te vragen van de in de nomenclatuur voorziene geneeskundige verstrekkingen, moeten de betrokkenen zich wenden tot de instelling die hen tegen ziekte en invaliditeit verzekert.

Met uitzondering van de vergoedingen voortvloeiend uit een individuele verzekering, moeten alle tegemoetkomingen toegekend door een of andere instelling, al dan niet bedoeld in het vorige lid, en bestemd om de betrokkenen te vergoeden voor de verzorging die onder de toepassing van dit besluit valt, in mindering komen van de uitkeringen toegekend in uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze geneeskundige verzorging van de oud-strijders en oorlogsslachtoffers die een periode van erkenning van ten minste één jaar in één van de statuten van nationale erkentelijkheid tellen wordt opgeheven.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 7. Notre Ministre de la Défense et Notre Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Le Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
J. TAVERNIER

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 7. Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

J. TAVERNIER

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE**

F. 2003 — 926

[C — 2003/00055]

18 FEVRIER 2003. — Arrêté royal relatif au statut des militaires transférés du cadre administratif et logistique de la police fédérale et portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 121, remplacé par l'article 111 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police;

Vu la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, notamment l'article 27, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 26 mars 2001 portant exécution des articles 13, 27, alinéas 2 et 5 et 53 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, notamment l'article 18;

Vu les protocoles n° 28 du 27 novembre 2000, n° 35 du 15 décembre 2000, n° 39/2 du 9 février 2001, n° 55/2 du 7 décembre 2001 et n° 55/5 du 4 janvier 2002 du comité de négociation pour les services de police;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné les 29 janvier, 9 février, 15 mars et 27 mars 2001;

Vu l'avis du conseil consultatif des bourgmestres, donné le 28 mai 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 juillet et le 12 octobre 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné les 30 mai et 1^{er} juin 2001;

Vu l'avis n° 32.941/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 mai 2002;

Vu l'avis n° 33.733/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE**

N. 2003 — 926

[C — 2003/00055]

18 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit betreffende het statuut van de overgeplaatste militairen van het administratief en logistiek kader van de federale politie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositieregeling van het personeel van de politiediensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op artikel 121, vervangen door artikel 111 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten;

Gelet op de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, inzonderheid op artikel 27, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 2001 tot uitvoering van de artikelen 13, 27, tweede en vijfde lid en 53 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op de protocollen nr. 28 van 27 november 2000, nr. 35 van 15 december 2000, nr. 39/2 van 9 februari 2001, nr. 55/2 van 7 december 2001 en nr. 55/5 van 4 januari 2002 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 januari, 9 februari, 15 maart en 27 maart 2001;

Gelet op het advies van de adviesraad van burgemeesters, gegeven op 28 mei 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 3 juli en 12 oktober 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 30 mei en 1 juni 2001;

Gelet op het advies nr. 32.941/2 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2002;

Gelet op het advies nr. 33.733/2 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2002 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;